

**CONTRAT DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE POUR LE REGLEMENT DES  
PRESTATIONS DES SERVICES PERISCOLAIRES, DU CENTRE DE LOISIRS ET DU  
SERVICE JEUNESSE**

**ENTRE**

La commune d'ORNEX, représentée par son Maire ou un adjoint ayant reçu délégation  
Ci-après dénommée « La commune »

**ET**

Monsieur, Madame, \_\_\_\_\_

Demeurant (adresse complète) \_\_\_\_\_

Ci-après dénommé « souscripteur »

Représentant légal de ou des enfants

Nom Prénom \_\_\_\_\_

Nom Prénom \_\_\_\_\_

Nom Prénom \_\_\_\_\_

Nom Prénom \_\_\_\_\_

**IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :****Article 1 : obligation de la commune :**

Soucieuse de développer les services à la population en variant les modes de paiement des services publics facultatifs qu'elle propose, la Commune met en place, en liaison avec le Trésor Public un dispositif autorisant le prélèvement automatique du prix des services utilisés par le(s) enfant(s) dont le souscripteur est le représentant légal.

A ce titre, la commune prend les engagements suivants :

- 1.1 Le souscripteur recevra par le biais du portail famille en début de chaque mois N, une facture détaillant les prestations délivrées le mois N-1 et précisant la date du prélèvement. Cette facture sera adressée suffisamment tôt pour autoriser un contrôle et une éventuelle contestation du souscripteur quant aux prestations facturées.
- 1.2 La commune prend à sa charge les frais de prélèvement facturés. Toutefois, les frais générés par un rejet de prélèvement sont à la charge du souscripteur.
- 1.3 La commune s'engage à mettre fin au prélèvement sur simple demande écrite du souscripteur. Cette demande met fin au contrat, à la date de réception par la Commune de celle-ci, si cette dernière est antérieure au 20 du mois N. Dans le cas contraire, la fin du contrat est prononcée pour le prélèvement du mois N+2.

**Article 2 : Obligations du souscripteur**

Le souscripteur s'engage à maintenir le compte bancaire ou postal sur lequel est effectué le prélèvement suffisamment alimenté pour éviter tout rejet du prélèvement par l'établissement bancaire tenant le compte.

Le souscripteur s'engage à signaler, à la Commune, tout changement de ses coordonnées bancaires. Il remplira à cet effet un nouveau formulaire d'autorisation de prélèvement qu'il accompagnera d'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

**Article 3 : Durée**

Le présent contrat est signé pour une année scolaire. Il est reconduit par tacite reconduction jusqu'à la fin de la scolarité du dernier enfant, mais peut-être dénoncé à tout moment (cf article 1).

**Article 4 : Erreurs de prélèvement**

Dans le cas d'une erreur de prélèvement, le service concerné devra être prévenu par courrier. En cas de plus ou moins perçu, la commune régularisera sur le prélèvement suivant.

**Article 5 : Dispositions communes**

Le présent contrat prend effet au 1<sup>er</sup> du mois qui suit sa date de signature s'il est signé avant le 20 du mois, ou le mois suivant dans l'hypothèse inverse. (Exemple : un contrat signé avant le 20 octobre prendra effet au 1<sup>er</sup> novembre. Un contrat signé le 23 octobre prendra effet au 1<sup>er</sup> décembre). Il prend fin sur simple demande écrite du souscripteur.

Tout rejet de prélèvement pour insuffisance d'approvisionnement du compte entraîne la résiliation de plein droit du présent contrat. Les sommes dues seront dans cette hypothèse mises en recouvrement via un titre de recettes.

Toute fin anticipée du contrat, qu'elle qu'en soit le motif, interdit la souscription d'un nouveau contrat au titre de la même année scolaire.

**Article 6 : Approbation du règlement intérieur et des tarifs**

Le présent contrat ne peut être établi qu'après approbation par le souscripteur du règlement et des tarifs de la structure dont il bénéficie

**Article 7 : Renseignements – réclamations – difficultés de paiement – recours**

Toute demande de renseignement concernant les factures est à adresser à M. Le Maire.

En vertu de l'article L1617-5 du code Général des collectivités Territoriales, le redevable peut dans un délai de 2 mois suivant réception de la facture saisir le Tribunal Administratif de Lyon.  
La contestation amiable ne suspend pas le délai de saisine du juge

Fait à ORNEX, le

Le Maire,

Signature du représentant Légal

Jean François OBEZ

<p style="text-align: center;">MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA</p> <p style="text-align: center;">Référence unique du mandat :</p>
---

<p style="text-align: center;">MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA</p> <p style="text-align: center;">Référence unique du mandat :</p>
---

Type de contrat :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) (NOM DU CREANCIER) à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de (NOM DU CREANCIER).

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

FR XX ZZZ NNNNNN

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER	
Nom, prénom :	
Adresse :	
Code postal :	
Ville :	
Pays :	

DESIGNATION DU CREANCIER	
Nom :	
Adresse :	
Code postal :	
Ville :	
Pays :	

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER																							
<u>IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)</u>										<u>IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)</u>													
I	B	A	N																(				)

**Type de paiement** : Paiement récurrent/répétitif Y  
Paiement ponctuel Y

Signé à : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
 Le (JJ/MM/AAAA) : \_\_\_\_\_

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT ) : Nom du tiers débiteur :
--

**JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE** (au format IBAN BIC)

**Rappel :**

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par (NOM DU CREANCIER). En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec (NOM DU CREANCIER).

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

